



CHAMBRE DES COMMUNES
HOUSE OF COMMONS
CANADA

Comité permanent des affaires étrangères et du développement international

FAAE • NUMÉRO 089 • 1^{re} SESSION • 42^e LÉGISLATURE

TÉMOIGNAGES

Le mardi 20 mars 2018

—
Président

L'honorable Robert Nault

Comité permanent des affaires étrangères et du développement international

Le mardi 20 mars 2018

• (1530)

[Traduction]

Le président (L'hon. Robert Nault (Kenora, Lib.)): Je déclare la séance ouverte. Conformément à l'article 108(2) du Règlement, nous tenons une séance d'information du Fonds mondial contre le sida, la tuberculose et le paludisme. Nous entendrons aujourd'hui les témoignages de Christoph Benn, de Scott Boule et de Svend Robinson.

Je pense que le timbre devrait retentir à 17 h 15 aujourd'hui en vue d'un vote. Je présume qu'il retentira une demi-heure à l'avance, mais je vous le confirmerai sous peu. Nous essaierons alors de conclure, puis de vous laisser de 15 à 20 minutes pour vous y rendre. Je m'attends à ce que nous soyons assez serrés aujourd'hui, donc allons-y.

Je céderai sans plus tarder la parole à M. Benn, pour son exposé. Comme vous le savez tous, le Fonds mondial est très important. En tant que Canadiens, nous sommes tous très fiers d'en faire partie. Nous souhaitons continuer de faire connaître l'importance du Fonds mondial aux Canadiens, non seulement à ceux qui reçoivent de l'aide, mais à tous les Canadiens qui croient que cela fait partie de notre rôle de Canadiens et de parlementaires canadiens.

Nous sommes fiers d'accueillir Christoph et ses collègues parmi nous aujourd'hui, donc je lui cède la parole.

M. Christoph Benn (directeur, Relations extérieures, Fonds mondial de lutte contre le SIDA, la tuberculose et le paludisme): Merci infiniment, monsieur le président, monsieur et madame les vice-présidents O'Toole et Laverdière et tous les autres membres du Comité. Je suis heureux de vous rencontrer. C'est en fait un grand honneur et un grand privilège pour moi d'être ici, particulièrement aujourd'hui.

J'ai quelques mots à dire sur une note personnelle avant de commencer mon exposé.

Je sais que vous connaissez tous mon collègue Svend Robinson. Certains d'entre vous sauront aussi qu'il a récemment quitté le Fonds mondial, mais il a eu la gentillesse de se joindre à nous pour notre voyage d'aujourd'hui. Je suis également accompagné de son successeur au Fonds mondial à titre de spécialiste principal des affaires parlementaires, soit de M. Scott Boule, qui sera davantage votre homologue à l'avenir. J'espère que vous saurez travailler aussi bien avec Scott que vous avez su le faire avec Svend pendant ses années au Fonds mondial.

Je dois vous dire autre chose aussi. Ce sera mon dernier voyage en ma qualité de directeur des relations extérieures du Fonds mondial. J'ai décidé, après plus de 15 ans au sein du Fonds mondial, de le quitter graduellement cette année. Je dois mentionner que j'ai eu l'occasion de témoigner devant le Comité à maintes reprises au cours des 15 dernières années, et que c'est toujours pour moi un plaisir

particulier et un grand privilège d'échanger avec vous. Je tiens donc tout de suite à vous remercier de ces nombreuses années d'excellentes interactions. J'espère que vous réserverez le même appui et le même accueil à mon successeur, lorsque cette personne sera nommée. Elle ne l'est pas encore, mais cette nomination surviendra en temps et lieu. Je tenais simplement à vous en informer d'entrée de jeu.

Il y a un certain nombre de choses que je veux vous dire.

Je voudrais commencer par exprimer notre profonde gratitude envers le Canada. Vous figurez parmi les fondateurs qui ont créé le Fonds mondial en 2002 et depuis, vous êtes l'un des donateurs les plus importants au Fonds mondial. La contribution du Canada s'élève à ce jour à 2,3 milliards de dollars canadiens, et je vous en remercie.

Il n'y a pas que l'appui financier, d'ailleurs, puisqu'il y a le fort engagement politique dont nous avons toujours bénéficié du Canada. Le Canada l'a affirmé clairement à l'occasion de notre dernière conférence de reconstitution, que le gouvernement canadien et le premier ministre Trudeau ont accueillie à Montréal en 2016.

C'était vraiment un effort concerté, et c'est la conférence de reconstitution la plus fructueuse de l'histoire du Fonds mondial. Ce fut, en fait, la plus importante collecte de fonds en matière de santé enregistrée dans l'histoire. C'est là le fruit d'une réussite collective du premier ministre et de son gouvernement, mais aussi de tous les parlementaires. Vous y étiez présents, et je suis toujours très conscient du fait qu'aucun gouvernement au monde ne peut promettre autant d'argent sans l'appui ferme de plusieurs partis au Parlement. C'est donc autant votre succès que le nôtre.

Nous avons également reçu un fort appui de la société civile canadienne et de nombreux groupes communautaires du monde. Nous avons ainsi pu, cette fois, réunir presque 13 milliards de dollars pour les années 2017 à 2019. Nous sommes extrêmement reconnaissants envers le Canada et vous tous de cette réussite.

Vous êtes donc en droit de savoir comment le Fonds mondial utilise ses ressources, parce que c'est la clé. Vous devez pouvoir expliquer à vos électeurs comment cet argent est investi et quels résultats il permet d'obtenir.

Très brièvement, voici les grandes lignes de ces résultats.

Le Fonds mondial permet désormais d'offrir des traitements antirétroviraux à 11 millions de personnes chaque jour. Il s'agit d'un traitement à vie que nous arrivons à fournir à 11 millions de personnes, particulièrement dans les pays les plus pauvres d'Afrique, où nous investissons le plus. En fait, le Fonds mondial investit environ 70 % de son argent en Afrique parce que c'est là où le fardeau lié à la maladie est le plus grand et que c'est également là où se trouvent les pays les plus pauvres.

De même, la tuberculose est une autre maladie très importante qui fait partie des priorités du Fonds mondial. En fait, les deux tiers du financement international des traitements contre la tuberculose proviennent du Fonds mondial, qui procure des traitements à 17 millions de personnes, pour le bien public mondial. En effet, cette maladie touche tous les pays du monde, y compris le Canada. Nous nous attaquons aussi au problème croissant de la tuberculose multirésistante, qui pose une grave menace à la santé publique mondiale. L'Assemblée générale de l'ONU tiendra d'ailleurs cette année un sommet de haut niveau pour étudier la question plus en détail. Vous pouvez avoir la certitude que le Fonds mondial, qui est l'une des principales sources de financement des programmes de lutte contre la tuberculose dans le monde, y jouera un rôle de premier plan.

• (1535)

La troisième maladie visée est le paludisme. Grâce à votre appui, nous avons pu acheter et distribuer environ 800 millions de moustiquaires dans le monde, pour que les familles, et particulièrement les enfants qui sont les plus touchés par le paludisme, soient protégés contre cette maladie.

Toutes ces mesures ont engendré une diminution radicale et très bienvenue du fardeau que représentent le VIH, la tuberculose et le paludisme. En moyenne, le nombre de cas de VIH, de tuberculose et de paludisme dans le monde a diminué du tiers environ, mais également le taux de mortalité, c'est-à-dire le nombre de personnes qui décèdent de ces maladies. Dans certains pays, l'amélioration est encore plus remarquable, et dans bon nombre d'entre eux, nous cheminons vers l'élimination du paludisme, particulièrement dans les pays du Sud-Est de l'Asie comme le Vietnam. De plus, dans beaucoup de pays d'Afrique comme la Tanzanie, le taux de mortalité associée au paludisme a diminué de 70% ou plus.

Ce sont là autant de réalisations énormes, selon toutes les références historiques, au cours d'une période de temps relativement courte. Ces réalisations ont été rendues possibles en partie grâce à la générosité du Canada et de ses citoyens, et je tiens à vous en remercier.

Nous faisons aussi partie du mouvement des objectifs de développement durable. C'est notre priorité. C'est le nouveau cadre qui régit notre travail. Ainsi, nous nous affairons à offrir une couverture de santé universelle à toutes les personnes dans le monde. Le mandat énoncé dans les objectifs de développement durable consiste plus particulièrement à mettre un terme aux épidémies de sida, de tuberculose et de paludisme d'ici 2030. Nous avons des plans très concrets pour orienter notre travail en ce sens, des plans qui ne seront réalisables que collectivement, parce que nos objectifs sont très ambitieux. Nous devons en être conscients.

Nous avons besoin de la collaboration de nombreux partenaires: de gouvernements comme le vôtre, mais aussi du secteur privé. Là encore, c'est avec plaisir que je souligne que le niveau de contribution à notre collecte de fonds du secteur privé a atteint un sommet ici, à Montréal. En effet, le Fonds mondial a amassé plus de 2,2 milliards de dollars du secteur privé lors de la dernière conférence de reconstitution qui s'est tenue ici, au Canada; le secteur privé a doublé sa contribution au Fonds mondial. C'est important de le mentionner, parce qu'un seul secteur ne pourra pas réussir à lui seul à résoudre les problèmes de développement.

Un aspect très important de notre travail consiste à faire augmenter le financement national. Nous savons que nous parlons beaucoup de la façon d'assurer un développement durable, mais il ne saurait être durable sans l'argent de donateurs. Nous mettons donc à

profit les ressources que vous et d'autres donateurs nous fournissez pour augmenter le budget national de la santé d'autres pays et nous utilisons nos politiques pour qu'une partie de nos contributions soient conditionnelles à des preuves qu'elles font bel et bien augmenter le budget du pays en santé.

Cela fonctionne très bien. Au cours de la dernière période, les pays que nous aidons ont augmenté leur budget de la santé de 6 millions de dollars. C'est un autre volet très important de notre travail, et nous continuerons d'y travailler.

Le Fonds mondial fait fréquemment l'objet d'évaluations de divers organismes internationaux. Des examens de l'aide multilatérale ont notamment été réalisés par le Royaume-Uni et l'Australie, et nous faisons toujours très bonne figure. Nous sommes l'organisation qui reçoit la meilleure note pour ce type d'investissement.

Nous avons également récemment fait l'objet d'une évaluation du MOPAN, le Réseau d'évaluation de la performance des organisations multilatérales, dont le Canada fait partie. Ce réseau évalue périodiquement les organisations multilatérales. Il a donc mené son examen, et nous en sommes sortis avec une recommandation très favorable. J'ai eu l'occasion d'en discuter avec notre conseil d'administration, donc je pense que non seulement vous devriez être rassurés par tous ces résultats mesurables, mais vous avez des données qui attestent de l'efficacité de notre travail, selon l'évaluation de ces organisations.

Nous figurons habituellement aussi parmi les meilleures organisations au chapitre de la transparence, un autre aspect très important de la surveillance que vous exercez. Selon l'indice de transparence de l'aide internationale, nous obtenons toujours une très bonne note, parce que nous rendons publics sur notre site Web tous nos débours, toutes nos évaluations, tous nos audits et toutes les enquêtes réalisées par notre bureau de l'inspecteur général, un signe remarquable de notre foi dans la transparence pour atteindre la responsabilité. Sans transparence, il est difficile de vraiment s'assurer que l'argent est toujours utilisé de la meilleure façon possible.

• (1540)

Je vous toucherai aussi quelques mots sur le genre. Nous félicitons le gouvernement canadien de son programme stratégique féministe en matière de développement, qui jouera aussi un rôle de premier plan dans la présidence prochaine du Canada au G7. Le Fonds mondial est très favorable à cette approche, non seulement parce que nous croyons à l'égalité entre les sexes, mais parce que nous savons que nous ne pourrions pas réussir à combattre efficacement ces maladies sans nous attaquer à l'inégalité entre les sexes. C'est particulièrement vrai en Afrique, où les jeunes femmes et les filles demeurent disproportionnellement touchées par le VIH. Leur taux d'infection au VIH est souvent huit fois supérieur à celui qui s'observe chez les jeunes hommes. Nous en faisons donc une priorité du Fonds mondial. En fait, nous ciblons 13 pays prioritaires dans le Sud et l'Est de l'Afrique, où nous déployons des programmes spéciaux afin d'aider plus efficacement les jeunes femmes et les filles. Cela concorde beaucoup avec la politique canadienne.

Tout récemment, le monde a souligné la Journée internationale de la femme. Un rapport a été publié ce jour-là, celui de Global Health 50/50, qui présente le Fonds mondial parmi les organisations les mieux notées au regard de sept critères en lien avec l'égalité des genres. Je vous assure que c'est une grande priorité pour nous, et je pense que cela concorde bien avec la priorité que le gouvernement canadien y accorde aussi.

Cependant, je dois vous faire part de quelques difficultés. Malgré ces résultats, l'incidence réduite de ces maladies et du taux de mortalité, nous savons que les défis restent énormes. Si nous voulons vraiment atteindre nos objectifs de développement durable, si nous voulons mettre un terme à ces épidémies, il nous reste beaucoup de pain sur la planche. Le plus grand risque, en politique internationale, c'est que l'appui aux diverses organisations va et vient par vagues et que pendant que nous nous réjouissons de notre succès, l'attention peut être détournée vers autre chose. Les défis et les problèmes ne manquent pas dans le monde, évidemment, mais je pense que nous en sommes à un point critique et que nous ne pouvons pas nous permettre de relâchement pour passer à autre chose. Nous avons réussi à réduire l'incidence de ces maladies dans une bonne mesure, mais tant que nous ne réussirons pas vraiment à les éliminer pour qu'elles ne puissent pas revenir en force, nous le paierons très cher. Il nous en coûtera littéralement très cher, financièrement, si nous n'endiguons pas l'épidémie dès maintenant, parce que la vengeance est souvent forte et qu'il est plus coûteux et difficile de rétablir ce genre de programme après coup. Je vous invite donc, comme j'en invite d'autres, à maintenir votre appui pour que nous puissions continuer d'avancer.

Cela s'applique aussi à la présidence du Canada au G7. Le G7 est déterminant pour le Fonds mondial à bien des égards. En fait, le Fonds mondial a été créé avec l'aide du G7. Il est fréquemment mentionné dans les déclarations des dirigeants et lors des sommets des dirigeants. Je vous demande donc votre appui, en cette année de présidence canadienne, afin de poursuivre la tradition. Une simple déclaration politique sans engagement financier aidera déjà beaucoup à préserver l'élan politique. Je vous demande donc votre appui cette année, afin que le Canada continue de jouer son rôle de chef de file en santé mondiale et pour le Fonds mondial, tout comme vous l'avez fait en accueillant notre dernière conférence de reconstitution.

J'ai quelques mots à dire pour conclure sur le rôle des parlementaires. Je ne saurais souligner assez l'importance d'un appui bipartisan et multipartisan dans le monde au Fonds mondial. Je pense que le Canada en est un excellent exemple. La santé mondiale et le Fonds ont toujours été au-delà des luttes politiques dans presque tous les pays donateurs, et je me rends périodiquement dans chacun d'eux. C'est un très bon signe. Le but est de sauver des vies, d'offrir des services à la population, et ce n'est habituellement pas le genre de chose qui suscite la controverse et les passions en politique partisane. Il est essentiel que cela demeure ainsi. De même, quand vous aurez l'occasion d'interagir avec vos collègues, avec les parlementaires des autres pays, il serait fantastique que vous puissiez réaffirmer ce message à la lumière de notre excellente expérience de collaboration.

Sur ce, monsieur le président, je vous remercie infiniment de votre appui, comme je vous remercie de toutes ces excellentes années de collaboration.

• (1545)

Je suis persuadé que cela se poursuivra à l'avenir et que vous offrirez votre appui à mes nouveaux collègues comme à mes futurs collègues, pour que les relations entre le Canada et le Fonds mondial restent aussi fortes que jamais.

Merci beaucoup.

Le président: Je vous remercie infiniment.

Au risque d'oublier de le mentionner à la fin de la séance, je tiens à vous remercier tous deux, M. Robinson et vous, de toutes ces années de service. Le Fonds mondial n'aurait jamais pu connaître autant de succès s'il n'avait su compter sur des personnes d'aussi grande qualité

que vous pour le diriger. Si ce n'était de M. Robinson, je n'en saurais probablement pas la moitié de ce que je sais du Fonds mondial. Il a toujours été très actif pour s'assurer que les nouveaux présidents de comités comme le nôtre en comprennent bien l'importance.

Je vous remercie donc tous deux. Je souhaite aussi bonne chance à Scott dans ses nouvelles fonctions.

Sur ce, je cède la parole à M. Aboultaif, qui aura l'honneur de poser les premières questions sur le Fonds mondial.

M. Ziad Aboultaif (Edmonton Manning, PCC): Je partagerai mon temps avec M. O'Toole. Je n'utiliserai probablement que deux ou trois de mes cinq minutes.

Je vous souhaite la bienvenue et vous remercie. Nous nous sommes rencontrés cet après-midi.

Je reviens tout juste d'Afrique avec le ministre Bibeau. Nous nous sommes rendus au Sénégal et à la conférence du GPE, où l'on a consacré beaucoup d'attention à l'éducation, à tous les niveaux. Cela fait clairement partie de la solution. L'Afrique en demeure le point central en raison de sa croissance démographique sans précédent, qui ne semble pas près de ralentir et qui peut faire peur, d'une certaine façon. Tout cela exigera plus d'argent de notre monde et de tous ceux qui contribuent aux programmes et aux missions à l'étranger.

La plupart des pays présents, y compris la France et le Canada, ont annoncé qu'ils allaient doubler leur contribution à l'éducation, jusqu'à hauteur de 20 %. Comment cela se fera-t-il sentir sur votre budget?

M. Christoph Benn: Je suis très content que vous posiez cette question, parce que la santé et l'éducation vont de pair. J'ai participé à la conférence de reconstitution du GPE. J'y ai été invité à titre de proche partenaire, parce que c'est notre perception des choses. Nous travaillons ensemble à titre de partenaires parce que bien souvent, l'éducation ne peut pas produire tous les résultats escomptés si l'on n'améliore pas aussi la santé. L'état de santé des jeunes influence beaucoup la réussite scolaire, et l'inverse est vrai aussi. Sans une bonne éducation, on ne peut pas avoir une bonne santé. J'ai été ravi de voir autant de pays s'engager à porter leur contribution à 20 %. Le nombre de pays à l'avoir fait est impressionnant. C'est la même chose en santé. Nous les exhortons à optimiser leurs dépenses en santé. L'objectif en santé est de 15 % des dépenses publiques, et certains pays l'atteignent; beaucoup ne l'atteignent pas, mais ils y travaillent.

Nous mettons en place des programmes conjoints avec le GPE en matière de santé et d'éducation, notamment des programmes qui accordent la priorité aux jeunes femmes et aux filles, comme je l'ai déjà dit, pour qui la santé et l'éducation sont particulièrement importantes.

M. Ziad Aboultaif: Considérez-vous qu'il s'agit là d'un changement d'orientation ou plutôt de la même orientation qu'avant, mais avec plus d'argent? J'ai peur que cela ne prive le Fonds mondial de sources de financement, d'une certaine façon. Partagez-vous ma crainte? Y avez-vous réfléchi? Voyez-vous des solutions possibles?

• (1550)

M. Christoph Benn: Je vois là un partenariat, et non une rivalité. Je ne suis pas naïf; il peut arriver que nous soyons en concurrence budgétaire, mais ce n'est pas ce que je sens, particulièrement avec le GPE. Ces sommes s'ajoutent à celles que bien des pays ont promises au Fonds mondial. Je pense que nous avons besoin des deux, et c'est dans cet esprit que nous travaillons à favoriser l'éducation avec le GPE et nos autres partenaires.

M. Ziad Aboultaif: Vous avez mentionné le Yémen pendant le dîner, et c'est clairement une toute nouvelle donne qui s'ajoute au travail et aux difficultés que vous avez déjà. Comment voyez-vous la réponse de la communauté internationale à la crise qui frappe le Yémen? Beaucoup de femmes et d'enfants y meurent de maladies, entre autres.

M. Christoph Benn: Tout d'abord, je pense que la situation qui sévit au Yémen est une énorme tragédie internationale. Je ne peux pas l'appeler autrement. Ce qui se passe là-bas est une véritable tragédie.

Le Fonds mondial offre divers programmes de lutte contre ces maladies — le VIH, la tuberculose et le paludisme — au Yémen depuis de nombreuses années. Lorsque la guerre civile a débuté, évidemment, il est devenu plus difficile d'apporter des médicaments et des vivres, mais nous avons néanmoins réussi à maintenir le cap au début des hostilités, malgré le fait qu'il n'y avait plus de gouvernement en place dans ce pays avec qui nous pouvions collaborer. Le programme de lutte contre les maladies a poursuivi ses activités, et jusqu'à tout récemment, nous étions en mesure de fournir des provisions au Yémen. Nous avons également essayé de collaborer avec le gouvernement en exil en Arabie saoudite, qui nous a fourni une certaine protection dans les régions qu'il contrôlait.

Cependant, à l'heure actuelle, la situation s'est détériorée à un point tel qu'aucun organisme humanitaire ne peut oeuvrer au Yémen, y compris le Fonds mondial. Il nous est impossible pour le moment de venir en aide au Yémen. C'est extrêmement malheureux, et nous cherchons des moyens d'y parvenir.

Pour répondre à votre question, en ce moment, j'ai l'impression que la communauté internationale laisse tomber le Yémen. La situation engendrée par cette guerre civile a dégénéré à un point tel qu'aucun organisme humanitaire ne peut pénétrer dans les différentes régions.

Le président: Merci.

Monsieur Levitt, allez-y, je vous prie.

M. Michael Levitt (York-Centre, Lib.): Merci, messieurs, d'être ici aujourd'hui. Tout comme le président, j'aimerais vous remercier tous les deux pour ce que vous avez fait, ainsi que Scott, pour ce que vous accomplirez au sein de cette organisation tout à fait indispensable, et pour l'excellent travail que vous faites partout dans le monde.

J'aimerais poursuivre dans la même veine que mon collègue et m'attarder sur la question des droits de la personne. Je sais que vous vous êtes fixé quatre objectifs stratégiques dans le cadre de votre plan de 2017-2022, et l'un d'entre eux concerne les droits de la personne et l'égalité entre les sexes.

Si je prends par exemple les plus importants bénéficiaires, des pays comme le Burundi, la RDC, le Soudan du Sud, ce sont trois pays que nous avons étudiés ou qui feront l'objet d'une étude par le Sous-comité des droits de la personne, et nous connaissons les difficultés auxquelles ces pays sont confrontés. Nous savons que ces pays subissent de graves violations des droits de la personne. Nous sommes conscients de la précarité de la société civile et nous savons à quel point il est difficile pour les défenseurs des droits de la personne d'oeuvrer dans ce contexte.

En raison du climat d'instabilité qui règne dans ces pays, accomplir votre travail demeure un défi de taille. Comment vous y prenez-vous, en particulier dans des pays comme le Burundi, la RDC et le Soudan du Sud, pour mettre en oeuvre votre plan et trouver des

partenaires qui peuvent vous assurer une protection pendant que vous accomplissez votre travail?

Pourriez-vous nous en parler un peu?

M. Christoph Benn: Tout d'abord, sachez que la question des droits de la personne est l'une de nos plus grandes priorités, à bien des égards, non seulement parce que nous croyons fermement aux droits de la personne, mais aussi parce qu'en protégeant ces droits, particulièrement ceux des populations touchées, les populations marginalisées, les homosexuels, les travailleurs du sexe, les migrants et beaucoup d'autres groupes qui sont parfois criminalisés... S'ils n'ont pas accès à des services de santé, nous ne pouvons pas réaliser notre objectif. Les droits de la personne et la santé publique vont de pair, et nous adhérons à ce principe.

Ensuite, il y a ces pays, dont vous avez parlé, qui sont en guerre civile ou qui ont connu la guerre civile. Le Yémen est un exemple extrême où nous ne parvenons pas à trouver une solution, mais c'est rare; habituellement, nous trouvons des solutions. Nous avons la possibilité de collaborer avec des partenaires qui peuvent encore y avoir accès, même dans les situations les plus difficiles... Je songe notamment à la Croix-Rouge et à d'autres organismes avec qui nous travaillons étroitement. Nous pouvons donc les aider et essayer d'intervenir dans ces régions.

Un exemple intéressant serait la République démocratique du Congo. C'est un pays immense, soit dit en passant, où le fardeau des maladies est parmi les plus lourds dans le monde, et sachez que nos programmes donnent d'assez bons résultats. Nous collaborons principalement avec des organisations religieuses. En fait, ce sont les églises et les organisations confessionnelles qui dirigent bon nombre des cliniques. Le gouvernement n'existe pratiquement plus dans de nombreuses régions de la RDC. Cela n'a pas d'importance, pourvu que nous arrivions à trouver des partenaires avec qui travailler, dont les églises et les organisations religieuses, et nous obtenons de très bons résultats. Qu'il s'agisse de la distribution de moustiquaires de lit pour prévenir le paludisme, ou d'autres interventions relatives au VIH en RDC, les résultats ont été surprenants, et c'est d'ailleurs ce qu'a révélé l'audit effectué par le vérificateur général.

Le Burundi est un autre exemple où nous devons continuer de déployer des efforts. La situation continue de s'aggraver et nous observons un important flux migratoire.

● (1555)

M. Michael Levitt: C'était ma prochaine question.

M. Christoph Benn: Il y a non seulement les migrants qui émigrent vers le Canada ou l'Europe, mais en Afrique, il y a aussi beaucoup de migrants provenant du Burundi et du Rwanda en ce moment, et aussi d'Éthiopie, du Kenya et de beaucoup d'autres pays. Nous avons créé un fonds d'urgence pour intervenir dans ces situations. Par exemple, le Rwanda nous a informés qu'il y avait un très grand nombre de réfugiés burundais qui recevaient des médicaments antirétroviraux parce qu'ils étaient atteints du VIH et d'autres maladies. Qui paie pour cela? Nous pouvons donc intervenir et assurer un suivi.

Nous avons un programme au Moyen-Orient dans le cadre duquel nous octroyons des fonds, principalement pour traiter la tuberculose chez les migrants en provenance de Syrie et d'Iraq qui se rendent en Jordanie et au Liban. Nous veillons au maintien de leurs programmes de santé. C'est ce que nous appelons une approche axée sur les gens, étant donné que dans ces pays, si l'on peut dire, il n'y a pas de programmes nationaux ni de ministères de la santé. On suit donc ces gens et on veille à ce qu'ils reçoivent leur traitement et leurs soins, qu'ils se déplacent à l'intérieur ou à l'extérieur du pays. C'est un programme spécial que nous avons amorcé il y a quelques années, et il prend de plus en plus d'importance, car on ne peut pas compter sur les programmes nationaux de tous les pays. Cet ancien modèle ne fonctionne plus partout.

M. Michael Levitt: J'allais vous parler de deux situations émergentes, tout d'abord le flux de migrants du Myanmar au Bangladesh, puis du Venezuela vers la Colombie, ce que nous avons étudié récemment. Il y a donc une population très vulnérable qui se déplace massivement, mais je pense que vous avez déjà répondu à cette question.

M. Christoph Benn: Tout à fait. Ce flux migratoire est un enjeu important.

Le président: Merci, monsieur Benn.

Madame Laverdière, la parole est à vous.

[Français]

Mme Hélène Laverdière (Laurier—Sainte-Marie, NPD): Merci beaucoup à vous tous.

Bienvenue, monsieur Boule.

Je ne répéterai pas tout ce qui s'est dit sur le travail extraordinaire qu'accomplit le Fonds mondial. Vous savez ce que j'en pense, et vous savez que nous avons toujours tenu à ce que le Canada continue d'appuyer votre travail absolument essentiel.

Je vais simplement faire une remarque personnelle. Cela fait près de sept ans que je siège à ce comité. Quand nous avons de bonnes nouvelles à propos de sujets qui ne sont pas faciles, cela sert de marqueur dans notre année. Nous pouvons voir les progrès qui ont été réalisés. C'est bien de voir qu'une institution comme la vôtre fonctionne bien, qu'elle fait preuve de transparence et qu'elle respecte les grands enjeux. Malgré tout, j'espère que nous aurons l'occasion de nous croiser de nouveau dans l'avenir.

Je voulais moi aussi vous poser une question à propos des migrations et des réfugiés. Si vous voulez ajouter quelque chose, n'hésitez pas à le faire. Je voulais aussi vous poser une question liée à l'héritage et aux défis que vous voyez venir au cours des prochaines années. Craignez-vous qu'il y ait des défis de financement? C'est sûr qu'il y a un risque que l'attention soit détournée avant qu'on atteigne certains seuils.

J'imagine que la question des migrations et des réfugiés est l'un de ces défis, mais outre cela, quels grands défis le Fonds devra-t-il relever au cours des cinq, six ou sept prochaines années?

• (1600)

[Traduction]

M. Christoph Benn: Merci. C'est toujours un plaisir de vous voir, et je vous remercie de votre appui au fil des années.

Évidemment, nous sommes conscients qu'il y a beaucoup de défis et de risques à surmonter. Il n'y a pas de doute là-dessus. J'ai mentionné tout à l'heure certains défis liés à ces trois maladies. Tout d'abord, il y a l'inégalité entre les sexes. Ensuite, lorsqu'on parle de la tuberculose, il faut savoir qu'il est difficile d'identifier les gens qui en

sont atteints. On parle ici de millions de cas qui ne sont pas diagnostiqués et qui, par conséquent, ne peuvent être traités. Nous sommes donc confrontés à plusieurs défis.

Pour ce qui est du paludisme, soit dit en passant, même si nous avons observé une diminution importante du nombre de cas au fil du temps, on constate une stabilisation attribuable à plusieurs raisons. Le changement climatique commence à se faire sentir. Accroître la résistance aux maladies les plus courantes constitue un défi pour les trois maladies. Oui, nous avons ces défis, et comme vous en avez parlé, on a ce qu'on pourrait appeler un contexte politique difficile chez certains donateurs...

Mme Hélène Laverdière: Il y a de grands donateurs.

M. Christoph Benn: Il y a de gros donateurs, comme certains voisins du Canada, qui changent leur fusil d'épaule, et cela nous préoccupe. Nous suivons la situation de très près. Je dirais donc que oui, le contexte est plutôt difficile. En 15 ans à ce poste, je dois vous dire que j'ai assisté à de nombreuses crises — politiques et financières —, mais sachez que le Fonds mondial a toujours survécu parce que nous avons une grande détermination et que nous croyons à notre mission, en dépit de l'environnement extérieur peu favorable.

On peut en dire autant, du moins jusqu'à maintenant — et soyons francs — du côté des États-Unis. Cela s'explique par le solide appui des deux partis représentés au Congrès. Jusqu'à présent, ni les démocrates ni les républicains n'ont autorisé la moindre réduction du financement du Fonds mondial. C'est donc un facteur très important.

Je ne veux pas sous-estimer la pression et je ne dis pas non plus qu'il va toujours en être ainsi, mais jusqu'à présent, tout se déroule bien grâce à ce solide appui. Scott est un expert en la matière, parce qu'il vient des États-Unis et a beaucoup collaboré avec le Congrès américain. Il travaille très fort pour maintenir cet appui bipartite.

Nous surveillons la situation de très près et nous avons bon espoir qu'au bout du compte, la confiance, les résultats et le fonctionnement du Fonds mondial auront le dessus.

Nous avons un peu parlé de la migration et des difficultés auxquelles certains pays sont confrontés. Évidemment, un autre effet de la migration, pas tellement au Canada... Mais nous avons constaté que dans certains pays d'Europe, la vague de migration a mis beaucoup de pression sur les budgets gouvernementaux et, dans certains cas, sur les budgets de développement. Heureusement, on a renversé la vapeur. Il y a d'importants pays donateurs au Fonds mondial qui ont décidé de verser une partie de l'aide au développement aux réfugiés dans leur pays, mais on a en quelque sorte réussi à inverser cette tendance. Nous devons garder un œil sur cet impact de la migration internationale, car il met parfois les budgets de développement à rude épreuve. Nous devons agir collectivement, et je suis convaincu qu'en améliorant les conditions de vie dans ces pays, nous nous attaquons également aux causes de la migration.

La santé est un exemple très concret. Lorsque les gens n'ont pas accès à des services de santé, ou leurs enfants, ils vont essayer d'aller ailleurs où ils peuvent y avoir accès. Par conséquent, nous devons nous assurer que les gens ont de bonnes conditions de vie pour éviter qu'ils veuillent migrer.

Le président: Merci.

Monsieur Saini, la parole est à vous.

M. Raj Saini (Kitchener-Centre, Lib.): Bonjour, messieurs. Je tiens à vous remercier, messieurs Benn et Robinson, pour vos quatre années de service, et je vous souhaite bonne chance, monsieur Boule, dans vos nouvelles responsabilités.

J'aimerais commencer par vous poser une question d'ordre médical. Comme vous le savez, avec le sida, il y a toujours le risque d'infections opportunistes. À l'heure actuelle, nous savons que l'Afrique est gravement affectée par la schistosomiase, ce qui va accélérer la progression du VIH. Mettons de côté le paludisme et la tuberculose un instant. Il y a le VIH, auquel vous vous consacrez entièrement. Vous préparez et administrez les médicaments. Il pourrait y en avoir d'autres. J'ai seulement donné cet exemple en raison du grand nombre de cas.

Cela dit, comment allez-vous remédier à la situation, lorsque vous savez qu'il y a un lien avec le VIH? Non seulement ça, mais je suis sûr qu'il y a d'autres partenaires qui unissent leurs efforts. Travaillez-vous en vase clos ou en collaboration? Si ce problème n'est pas réglé, est-ce que les parasites opportunistes...? Il pourrait y en avoir d'autres qui ont une incidence sur la façon dont vous traitez le VIH.

• (1605)

M. Christoph Benn: Permettez-moi de vous expliquer tout cela. Il existe un groupe de maladies appelées maladies tropicales négligées, qui touchent des centaines de millions de personnes, et dont le taux de mortalité n'est souvent pas aussi élevé que le sida, la tuberculose ou le paludisme, mais qui sont tout de même débilitantes. Ces maladies reçoivent généralement moins d'attention et moins de financement que ces trois dernières maladies.

La schistosomiase est la plus répandue parmi ces maladies, et ici, il y a un lien, puisque cette maladie augmente les chances de transmission du VIH. Nous pouvons établir ce lien et, de façon générale, le Fonds mondial peut aider au traitement des infections opportunistes, quelles qu'elles soient, car comme vous le savez, le sida en soi ne provoque pas le décès. Il affaiblit le système immunitaire de façon à ce que l'organisme d'une personne ne puisse se défendre contre les autres maladies. Nous fournissons des médicaments qui protègent les gens contre ces infections opportunistes, et la schistosomiase est l'une des MTN les plus pertinentes dans ce cas-ci.

La réponse est donc oui, nous favorisons une approche intégrée. Pour être honnête, j'aimerais parfois adopter une approche plus concertée, afin que nous puissions élargir davantage notre action. La communauté internationale nous a confié un mandat clair visant à enrayer les épidémies de sida, de tuberculose et de paludisme, et nous ne pouvons pas nous en éloigner, mais lorsqu'il y a un lien clair, nous pouvons aussi octroyer des fonds à cet effet, à condition que le pays en fasse la demande.

M. Raj Saini: Ma deuxième question concerne le financement. Vous avez dit qu'en 2016, le Canada a accueilli la cinquième Conférence de reconstitution des ressources du Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme. Je suis certain que vous veillez à ce que les fonds que vous recevez permettent de financer vos programmes pour les trois prochaines années.

Ma question est donc la suivante: aux États-Unis, la politique de Mexico — ou la « règle du bâillon mondiale » —, change chaque fois qu'une nouvelle administration arrive au pouvoir. Elle peut être améliorée ou limitée, mais quoi qu'il en soit, cela doit certainement avoir une incidence sur vos capacités année après année, selon le gouvernement, en fonction de l'argent que vous recevez pour vos programmes précis. Que ce soit Ronald Reagan en 1984, Bill Clinton en 1993, George Bush en 2001, Obama en 2009 ou M. Trump en 2017, on a l'impression que chaque fois qu'il y a un nouveau gouvernement, cela a un effet sur vos programmes.

Comment composez-vous avec la situation? On parle d'une somme considérable — si je ne me trompe pas, il s'agit de 9 milliards de dollars américains, peut-être plus. En quoi cela joue-t-il sur votre capacité d'agir?

M. Christoph Benn: Tout d'abord, les États-Unis fournissent habituellement 33 % de notre financement total, ce qui signifie que si nous avons eu une contribution ici au Canada de près de 13 %, à ce stade-ci, les États-Unis auraient engagé 4,3 milliards de dollars, soit un montant très substantiel.

La réponse à votre question est simple, parce que nous avons toujours été exemptés de la règle du bâillon. Bien sûr, cette règle a toujours été adoptée par des présidents républicains, et même pendant les nombreuses années où M. Bush était au pouvoir, nous n'avons pas été touchés, puisque nous en étions exemptés. Il existe une dérogation pour le Fonds mondial. Lorsque le président Obama était au pouvoir, on a rétabli la règle, mais il n'y a eu aucun problème. Le financement du Fonds mondial par les États-Unis n'a jamais été touché, heureusement.

Comme nous l'avons dit, nous surveillons la situation de très près, mais jusqu'ici, nous nous en sommes bien sortis.

Le président: Merci.

Monsieur Sidhu.

M. Jati Sidhu (Mission—Matsqui—Fraser Canyon, Lib.): Merci à vous trois pour vos témoignages d'aujourd'hui. C'est toujours un plaisir de vous recevoir.

Vous avez dit que 95 % de votre financement venait des gouvernements donateurs. Vous avez parlé brièvement de financement privé, et plus particulièrement de quelques milliards de dollars qui avaient été amassés dernièrement. Quel est votre plan de match? Encouragez-vous des partenaires privés à investir davantage à l'avenir ou est-ce qu'ils investissent par eux-mêmes dans cette cause?

• (1610)

M. Christoph Benn: En fait, nous encourageons très activement le secteur privé, sans quoi nous n'obtiendrions pas de 6 à 7 % de notre revenu total du secteur privé. Comme je l'ai dit, le secteur privé a doublé sa contribution depuis la dernière fois, et il est en voie de la doubler de nouveau.

Chose certaine, le financement venant du secteur privé est en hausse, et une partie de mon équipe travaille exclusivement du côté du secteur privé. Bien qu'il s'agisse d'une contribution financière, il ne faut pas seulement s'arrêter à l'aspect financier. Les sociétés privées contribuent également à l'amélioration du programme. Elles fournissent une grande partie de leur expertise, de leurs compétences et de leurs technologies novatrices, ce qui nous permet de gérer nos programmes beaucoup plus efficacement. La gestion de la chaîne d'approvisionnement, par exemple, est un domaine où nous dépendons beaucoup du secteur privé. Les sociétés savent mieux comment distribuer les biens et les vivres. Nous avons établi de nombreux partenariats avec le secteur privé pour remédier à la situation.

Cela dit, nous misons à la fois sur l'augmentation des ressources financières — nous avons un plan à cet effet — et sur l'innovation technologique du secteur privé dont nous avons besoin pour faire encore mieux notre travail.

M. Jati Sidhu: Avez-vous bon espoir de voir les dons privés augmenter au cours des prochaines années?

M. Christoph Benn: J'en suis absolument certain. Grâce à nos différents partenariats avec le secteur privé, je n'ai aucune difficulté à être aussi optimiste.

Il convient peut-être toutefois de se demander dans quelle mesure ces dons vont augmenter. Je ne m'attends pas à ce que le secteur privé en vienne à éponger nos dépenses de programmes qui se chiffrent en milliards de dollars. Il y a une différence entre le mode de fonctionnement du secteur public et celui du secteur privé qui n'a pas d'organisations comme le G7 ni d'obligations politiques. Nous pouvons faire appel à la générosité des sociétés privées, mais le processus demeure entièrement volontaire et les dons peuvent fluctuer avec le temps. Une entreprise qui roule sur l'or aujourd'hui pourrait très bien connaître des difficultés dans un avenir rapproché.

Pendant de nombreuses années, nous avons bénéficié de contributions importantes du secteur de l'extraction des ressources. C'était à l'époque où les prix étaient élevés. Lorsque les prix se sont écroulés, nous avons tout perdu, car ces entreprises n'ont aucune obligation envers nous. On nous a simplement dit qu'il n'était plus possible de nous faire des dons, car la situation financière de l'entreprise ne le permettait pas.

C'est ce qui est difficile avec le secteur privé; l'ampleur des contributions peut varier en fonction de différents facteurs. Je ne crois pas que le secteur privé soit la solution à tous nos problèmes financiers, mais je suis tout de même convaincu que les dons vont augmenter.

M. Jati Sidhu: Voilà une bonne nouvelle.

Ma deuxième question concerne l'échéance de 2030 fixée dans le cadre des objectifs de développement durable des Nations unies pour l'éradication de ces trois épidémies — le sida, la tuberculose et le paludisme. Je me demande si c'est vraiment réaliste.

Vous parlez de 11 millions de personnes atteintes sur la planète. Si l'on parvient à se débarrasser de ces trois maladies d'ici 2030, quel est le plan pour la suite des choses? Avez-vous d'autres objectifs?

On pourrait dire que le cancer est maintenant l'ennemi à abattre. Allez-vous vous attaquer à d'autres maladies après 2030?

C'est donc une question en deux volets. Je veux savoir dans un premier temps si vous croyez qu'il sera possible d'éradiquer ces trois maladies d'ici 2030?

M. Christoph Benn: Il est important de préciser dès le départ qu'il n'est pas question de viser l'éradication de ces maladies. C'est

tout à fait impossible avec les moyens à notre disposition. Il nous faudrait des outils totalement différents, comme des vaccins d'une grande efficacité, ce qui n'existe pas actuellement pour ces trois maladies.

Les objectifs de développement durable nous demandent en fait d'enrayer les épidémies de sida, de tuberculose et de paludisme. Il s'agit essentiellement d'en réduire encore la prévalence dans une proportion de 90 % pour en arriver à une endémie de faible intensité de telle sorte que ces maladies ne puissent reprendre des proportions épidémiques. C'est le but visé. C'est plus réaliste que l'éradication que certains semblent envisager. Il sera déjà assez difficile d'y parvenir. Je m'attends à ce que nos efforts soient couronnés de succès dans bien des pays.

Il y a toutefois d'autres endroits où la conjoncture politique est si mauvaise que peu importe les efforts déployés et les sommes investies... Nous ne pourrions pas juguler ces épidémies au Yémen ou au Soudan du Sud. Ce sera trop difficile tant du point de vue technique que dans une perspective politique.

Je m'attends à une diminution du nombre de pays qui auront besoin d'une aide internationale semblable d'ici 2030. Je crois qu'ils seront nombreux à pouvoir alors assumer eux-mêmes ces coûts, et que nous pourrions concentrer nos efforts sur un nombre restreint de pays. Nous devons cibler ceux qui sont les plus pauvres et les plus fragiles.

Il est possible que la communauté internationale décide à ce moment-là de profiter de la capacité ainsi libérée pour s'attaquer à d'autres problèmes de santé. On s'intéresse maintenant davantage à d'autres maladies, dont celles qui ne sont pas transmissibles. Il reviendra à nos dirigeants respectifs de trancher le moment venu. Pour l'instant, nous avons encore beaucoup à faire pour réduire la prévalence des maladies relevant de notre mandat.

• (1615)

M. Jati Sidhu: Merci beaucoup.

Le président: Nous passons à M. O'Toole.

L'hon. Erin O'Toole (Durham, PCC): Je veux remercier nos témoins pour le travail qu'ils accomplissent. Tout comme mes collègues, je suis vraiment impressionné par les résultats que le Fonds a rendus possibles depuis 16 ans en mobilisant les gouvernements, les organisations philanthropiques et le secteur privé. À bien des égards, vous avez établi un modèle à suivre ou une nouvelle norme en matière de sensibilisation et de traitement.

Peu après mon élection, Christine Smith me parlait, dans l'un des premiers courriels reçus de mes commettants, de l'engagement du Canada envers ce fonds et la lutte contre ces maladies. Je crois donc que vous parvenez également à conscientiser la population, ce qui vous aide sans doute à atteindre par le fait même vos objectifs de financement. Je veux donc vous féliciter.

J'ai une question peut-être un peu particulière qui n'a toutefois aucune connotation politique, car le Fonds s'est distingué dans bien des pays, y compris au Canada, par la nature non partisane du soutien offert.

Le problème de la malaria est particulièrement difficile à traiter, car l'aide médicale ou même militaire qui est dispensée s'articule autour de la méfloquine, un antipaludique utilisé même s'il est extrêmement controversé. Je ne sais pas dans quelle mesure vous pouvez nous en dire plus long au sujet du traitement de cette maladie. Existe-t-il à votre connaissance des solutions de rechange — outre le fait que l'on peut bien évidemment renoncer à utiliser ce médicament — qui pourraient faciliter la tâche non seulement aux militaires, mais aussi aux organismes d'aide et aux autres intervenants dans les secteurs à risque pour le paludisme?

M. Christoph Benn: La malaria sévit depuis des milliers d'années et a souvent déjoué nos efforts pour l'éradiquer. Selon moi, les succès obtenus pour en réduire la prévalence au cours des dernières années sont sans précédent. Comme je l'indiquais à l'heure du lunch, le nombre de décès dû à la malaria a diminué de 99 % au Vietnam. C'est un pays où la maladie était très répandue pour des motifs militaires dans la foulée de la guerre du Vietnam.

Les efforts pour concevoir non seulement un médicament efficace, mais aussi les outils diagnostiques nécessaires, ne datent pas d'hier. Nous misons actuellement sur une thérapie combinée à base d'artémisinine. C'est le traitement antipaludéen le plus répandu, et il est très efficace. Il est fabriqué à partir d'une plante utilisée en médecine chinoise depuis 2 000 ans. C'est le meilleur outil à notre disposition pour l'instant. Il est peu coûteux et donne d'excellents résultats; nous pouvons essentiellement guérir un patient en l'espace de quatre jours. Nous suivons la situation de près, car il semble se développer une résistance accrue à ce médicament. Les chercheurs mettent donc les bouchées doubles pour trouver des solutions de rechange à ce produit à base d'artémisinine. Je ne suis pas certain que leurs efforts vont porter fruit. Nous pouvons donc compter pour le moment sur un excellent traitement, et nous avons aussi de nouveaux outils diagnostiques qui sont très efficaces. Pendant des années, il a été très difficile de diagnostiquer la malaria, car il fallait s'en remettre à des observations microscopiques. Nous disposons maintenant d'une analyse sérologique qui permet d'obtenir les résultats plus rapidement.

Soit dit en passant, il y a aussi eu des innovations dans mon secteur du côté de la tuberculose et du VIH. Si nous voulons atteindre nos objectifs, nous avons besoin de ces innovations incessantes aux fins du diagnostic et du traitement. Je crois également que l'engagement de la communauté internationale via la création du Fonds mondial a incité l'industrie à investir davantage dans la recherche. Nous avons noté une intensification des efforts de recherche et de la mise en marché de nouveaux produits au cours des dernières années, non pas parce que nous finançons la recherche, mais bien parce que les entreprises entrevoient à juste titre des débouchés pour ces produits. Il y a donc un meilleur apport de nouveaux produits sur le marché. Cela demeure cependant une course contre la montre, surtout compte tenu de la résistance qui augmente.

• (1620)

L'hon. Erin O'Toole: Vous avez parlé du déclin de l'industrie de l'extraction et du fait que les entreprises de ce secteur ont dû réduire leurs dons, qui étaient substantiels à une certaine époque, lorsque les prix des ressources ont chuté. Je me souviens avoir lu il y a quelques années quelque chose au sujet d'un partenariat avec la bourse de New York ou l'indice Dow Jones concernant un éventuel indice de responsabilité sociale pour les entreprises qui investissent notamment dans le Fonds. Est-ce que cela fait encore partie des avenues que le Fonds explore avec ses partenaires du secteur privé?

M. Christoph Benn: Il y a certains constats généraux que l'on peut faire à la lumière de ce que nous ont appris ou confirmé bon nombre de PDG. Les demandes que nous adressons à ces entreprises ne concernent pas leur responsabilité sociale, car cela serait tout simplement insuffisant. Cette responsabilité ne fait intervenir qu'une faible proportion de leur budget pour les dons de charité, et c'est loin d'être assez pour aider véritablement le Fonds mondial.

Lorsque nous parvenons à établir des partenariats avec des sociétés privées, c'est parce qu'elles se rendent compte que cela s'inscrit parfaitement dans leur plan d'entreprise. Il peut s'agir notamment des sociétés d'exploitation minière qui ont pu constater dans les pays où elles investissent à quel point ces maladies pouvaient affecter leurs travailleurs et les collectivités avoisinantes. Dans ces circonstances, elles n'hésitent pas à y aller d'une contribution financière.

Ce ne sont pas de simples dons de charité; cela s'inscrit dans le plan d'affaires de l'entreprise. De plus en plus, nous les sollicitons dans cette perspective, ce qui produit d'excellents résultats dans certains cas. Il y a aussi le fait que les entreprises souscrivent davantage aux objectifs de développement durable. On nous dit que l'entreprise a notamment pour mission de contribuer à l'atteinte de ces objectifs, et que le Fonds mondial pourrait être une façon d'y parvenir.

Nous collaborons également de plus en plus avec différents fonds comme les fonds de capitaux et les fonds philanthropiques. Si un fonds semblable investit par exemple en Afrique, on sera peut-être intéressé à partager une portion des montants liés à la gestion et à l'exécution avec une organisation qui vient en aide aux gens de ce continent, parce que cela correspond exactement aux attentes des investisseurs ou des actionnaires.

Nous avons obtenu une promesse de don au Canada à la suite de la reconstitution de l'un de ces fonds qui investit en Afrique. On était à la recherche d'un partenaire pour pouvoir montrer aux investisseurs que les profits étaient réinvestis dans des programmes sociaux, des mesures de santé en l'espèce.

C'est le genre de modèles que nous essayons de suivre avec le secteur privé. Il faut faire intervenir les intérêts fondamentaux des entreprises, plutôt que de faire appel à leur simple charité.

Le président: Merci.

Madame Vandenbeld.

Mme Anita Vandenbeld (Ottawa-Ouest—Nepean, Lib.): Merci beaucoup.

À l'instar de mes collègues, je veux vous féliciter du travail accompli au fil des ans. Il est plutôt rare que l'on puisse observer des résultats aussi tangibles sur une période donnée, et je tiens à souligner votre excellent travail.

Merci beaucoup également d'avoir mentionné la Politique d'aide internationale féministe. J'ai pu lire dans nos notes d'information qu'environ 55 à 60 % des investissements du Fonds bénéficient aux femmes et aux filles. J'aimerais que l'on s'intéresse à la situation des femmes et des filles un peu moins en tant que bénéficiaires, et davantage à titre de collaboratrices pour la conception et la mise en oeuvre des programmes. Nous savons que les résultats sont meilleurs lorsque les femmes et les filles participent à toutes les étapes du processus, de la conception même du programme jusqu'à son maintien à long terme, en passant par sa mise en oeuvre. Lorsque les femmes et les filles ont davantage leur mot à dire au niveau de la collectivité, les résultats sont meilleurs pour tout le monde.

Vous avez parlé de la forte prévalence du VIH chez les jeunes femmes et des programmes qui les ciblent tout particulièrement lorsqu'elles peuvent contribuer à leur conception.

M. Christoph Benn: J'aurais d'abord une ou deux précisions à faire quant à la façon dont les programmes sont conçus. Dès la création du Fonds mondial, nous avons indiqué que l'initiative devait venir des pays eux-mêmes et qu'ils devaient prendre en charge toute la démarche. Sans tenir compte des distinctions de genre, il faut un mécanisme national pour la conception de ces programmes. C'est ce que nous appelons les instances nationales de coordination. Chaque pays présentant une demande au Fonds mondial doit pouvoir compter sur une instance semblable qui mobilise non seulement les différents gouvernements du pays, mais aussi la société civile, le secteur privé et les autres intéressés.

Nous nous assurons que les groupes touchés par la maladie sont représentés au sein de chaque instance nationale de coordination. Sans cela, nous ne donnons pas suite aux requêtes qui nous sont adressées. Les différentes instances comptent toujours ainsi sur des gens qui doivent composer avec le VIH, la tuberculose ou la malaria. Il en ressort également — ce qui est assez remarquable — que les instances nationales de coordination de bien des pays comptent des représentants parmi les travailleurs du sexe. Je peux vous assurer que plusieurs politiciens n'ont pas manqué d'être surpris. Après 15 ans, c'est maintenant considéré comme normal. Ces gens-là ont tout à fait leur place, car nos programmes visent à régler des problèmes qui leur sont propres. C'est donc ce qui se passe à l'échelon national.

C'est d'autant plus vrai lorsque l'on considère directement les programmes eux-mêmes, comme les programmes spéciaux que nous offrons dans ces 13 pays jugés prioritaires dans l'est et le centre de l'Afrique. Nous ne penserions jamais à concevoir un programme pour les jeunes femmes et les filles sans obtenir leur contribution. Après tout, ce sont des programmes qui leur appartiennent. C'est exactement ce que nous faisons. Nous avons lancé récemment la campagne HER: Riposte à l'épidémie de VIH qui mise exclusivement sur des programmes à l'intention des femmes et des filles de ces pays.

Aussi bien à l'échelon national qu'au niveau des programmes eux-mêmes, nous mettons toujours à contribution les groupes touchés. Il arrive bien sûr parfois que ce soit des hommes. Pour les programmes qui les concernent, nous voulons avoir à la table des groupes d'hommes qui ont des relations sexuelles avec d'autres hommes ou des représentants de la communauté LGBTI, mais il y a aussi des mesures très spécifiques pour les femmes et les filles.

•(1625)

Mme Anita Vandenberg: Merci; je suis ravie de l'entendre.

Je m'intéresse aussi beaucoup à l'engagement auprès des parlementaires.

De toute évidence, on est parvenu très efficacement à mobiliser les parlementaires au Canada comme dans bien d'autres pays donateurs. Vous avez parlé de la capacité nationale et des sommes qui vont aux budgets de la santé dans les pays bénéficiaires.

Je note que certains des pays bénéficiaires ont des capacités financières plus réduites. Nous avons cité la République démocratique du Congo, et il y en a d'autres, comme le Nigeria. Il y a par contre des pays comme l'Inde qui seraient mieux en mesure de contribuer à même leurs propres budgets nationaux. En pareil cas, si les parlements sont davantage représentatifs des différents groupes sociaux, dont les femmes, vous vous retrouverez avec des investissements plus importants en faveur des objectifs de

développement durable, et notamment de la santé, de l'hygiène et de l'éducation.

Est-ce que cet aspect est pris en compte dans l'établissement de vos programmes, ou bien travaillez-vous en coordination avec des groupes chargés expressément de mobiliser les parlementaires?

M. Christoph Benn: Tout à fait. Voilà l'occasion idéale de laisser la parole à Svend ainsi qu'à Scott qui en ont sans doute beaucoup à vous dire à ce sujet.

M. Svend Robinson (spécialiste principal, Affaires parlementaires, Fonds mondial de lutte contre le SIDA, la tuberculose et le paludisme): C'est une excellente question, Anita.

Je dois vous répondre que c'est assurément le cas. Mon rôle au sein du Fonds mondial au fil de la dernière décennie a consisté en grande partie à entrer en communication avec les parlementaires, non seulement dans les pays donateurs, mais aussi dans ceux où nous travaillons en partenariat.

Nous procédons de différentes manières. Par exemple, nous travaillons en étroite collaboration avec différentes organisations parlementaires internationales. Nous avons ainsi un protocole d'entente avec l'Union interparlementaire, un de nos très bons partenaires. Nous collaborons aussi avec l'Assemblée parlementaire de la Francophonie, l'Assemblée parlementaire de l'OSCE, l'Association parlementaire du Commonwealth... Nous sommes présents sur ces tribunes, car c'est une excellente manière de rencontrer des gens qui travaillent activement dans ces dossiers.

Nous sommes aussi actifs directement dans différents pays. À titre d'exemple, l'une des dernières activités que j'ai organisées a été une rencontre de 30 députés du Parlement kenyan, y compris le président du comité des finances et celui du comité de la santé. Soit dit en passant, tous les principaux parlementaires se sont assurés que les deux sexes étaient également représentés à cette rencontre, même s'il a fallu insister quelque peu dans certains cas. Cette rencontre portait surtout — et nous en avons tenu une semblable en Tanzanie — sur le financement par le pays lui-même. Nous leur avons dit qu'en tant que représentants élus, ils devaient prendre les choses en main. Nous avons travaillé avec eux pour leur faire comprendre leurs obligations véritables en matière de développement durable, de droits de la personne et d'égalité entre les sexes.

Enfin, chose très importante, nous accompagnons des parlementaires dans les pays où nous travaillons, et nous les mettons en contact avec d'autres parlementaires. J'ai ainsi guidé une délégation de députés du Canada et du Royaume-Uni au Vietnam. Brenda Shanahan, Don Davies et Dean Allison ont également eu un rôle très important à jouer à ce chapitre par le passé. C'est une occasion extraordinaire pour nos parlementaires d'échanger avec leurs homologues de ces pays pour soulever certaines questions bien souvent plutôt délicates au sujet du financement national, des droits de la personne et d'enjeux semblables.

Ce sont donc nos principaux mécanismes de mobilisation. Je sais que Scott compte bien poursuivre dans la même veine.

Monsieur le président, puis-je me permettre de prendre 30 secondes pour vous remercier du grand privilège que j'ai eu de pouvoir travailler avec des parlementaires de tous les partis pendant près d'une décennie? Pour avoir moi-même fait partie de ce comité pendant une dizaine d'années auparavant, je sais à quel point il peut être efficace. Je me sens très privilégié d'avoir pu poursuivre mon travail à vos côtés. À mes yeux, le Canada est un véritable modèle à suivre quant à l'effort solidaire déployé par les différents partis pour contribuer concrètement à la réussite du Fonds mondial. Je tiens vraiment à vous remercier de m'avoir permis de participer à cet effort.

• (1630)

Le président: C'est malheureusement tout le temps que nous pouvons consacrer au Fonds mondial aujourd'hui. Nous allons garder Scott pour une autre fois; il viendra nous raconter l'an prochain toutes les bonnes choses qu'il aura réalisées. Nous aurons l'occasion de le faire.

Au nom du Comité, je tiens à remercier M. Benn et, bien sûr MM. Robinson et Boule, d'avoir été présents aujourd'hui au nom du Fonds mondial. Je vous remercie également de l'excellent travail que vous accomplissez. Comme l'excellence se traduit dans votre cas par des vies sauvées, nous vous sommes très reconnaissants pour tous vos efforts. Comme vous l'avez souligné, il faut s'assurer que tous les députés apportent leur contribution à l'abri des considérations partisans. Cela fait certes partie des dossiers apolitiques dans lesquels le Canada pourrait et devrait jouer un rôle important. Nous en convenons tous en espérant pouvoir continuer à oeuvrer dans le même sens.

Chers collègues, nous allons interrompre la séance quelques minutes, le temps de passer à huis clos. Seules les personnes autorisées peuvent demeurer dans la salle.

Merci beaucoup.

[La séance se poursuit à huis clos.]

Publié en conformité de l'autorité
du Président de la Chambre des communes

PERMISSION DU PRÉSIDENT

Les délibérations de la Chambre des communes et de ses comités sont mises à la disposition du public pour mieux le renseigner. La Chambre conserve néanmoins son privilège parlementaire de contrôler la publication et la diffusion des délibérations et elle possède tous les droits d'auteur sur celles-ci.

Il est permis de reproduire les délibérations de la Chambre et de ses comités, en tout ou en partie, sur n'importe quel support, pourvu que la reproduction soit exacte et qu'elle ne soit pas présentée comme version officielle. Il n'est toutefois pas permis de reproduire, de distribuer ou d'utiliser les délibérations à des fins commerciales visant la réalisation d'un profit financier. Toute reproduction ou utilisation non permise ou non formellement autorisée peut être considérée comme une violation du droit d'auteur aux termes de la *Loi sur le droit d'auteur*. Une autorisation formelle peut être obtenue sur présentation d'une demande écrite au Bureau du Président de la Chambre.

La reproduction conforme à la présente permission ne constitue pas une publication sous l'autorité de la Chambre. Le privilège absolu qui s'applique aux délibérations de la Chambre ne s'étend pas aux reproductions permises. Lorsqu'une reproduction comprend des mémoires présentés à un comité de la Chambre, il peut être nécessaire d'obtenir de leurs auteurs l'autorisation de les reproduire, conformément à la *Loi sur le droit d'auteur*.

La présente permission ne porte pas atteinte aux privilèges, pouvoirs, immunités et droits de la Chambre et de ses comités. Il est entendu que cette permission ne touche pas l'interdiction de contester ou de mettre en cause les délibérations de la Chambre devant les tribunaux ou autrement. La Chambre conserve le droit et le privilège de déclarer l'utilisateur coupable d'outrage au Parlement lorsque la reproduction ou l'utilisation n'est pas conforme à la présente permission.

Aussi disponible sur le site Web de la Chambre des communes à l'adresse suivante : <http://www.noscommunes.ca>

Published under the authority of the Speaker of
the House of Commons

SPEAKER'S PERMISSION

The proceedings of the House of Commons and its Committees are hereby made available to provide greater public access. The parliamentary privilege of the House of Commons to control the publication and broadcast of the proceedings of the House of Commons and its Committees is nonetheless reserved. All copyrights therein are also reserved.

Reproduction of the proceedings of the House of Commons and its Committees, in whole or in part and in any medium, is hereby permitted provided that the reproduction is accurate and is not presented as official. This permission does not extend to reproduction, distribution or use for commercial purpose of financial gain. Reproduction or use outside this permission or without authorization may be treated as copyright infringement in accordance with the *Copyright Act*. Authorization may be obtained on written application to the Office of the Speaker of the House of Commons.

Reproduction in accordance with this permission does not constitute publication under the authority of the House of Commons. The absolute privilege that applies to the proceedings of the House of Commons does not extend to these permitted reproductions. Where a reproduction includes briefs to a Committee of the House of Commons, authorization for reproduction may be required from the authors in accordance with the *Copyright Act*.

Nothing in this permission abrogates or derogates from the privileges, powers, immunities and rights of the House of Commons and its Committees. For greater certainty, this permission does not affect the prohibition against impeaching or questioning the proceedings of the House of Commons in courts or otherwise. The House of Commons retains the right and privilege to find users in contempt of Parliament if a reproduction or use is not in accordance with this permission.

Also available on the House of Commons website at the following address: <http://www.ourcommons.ca>